



Loi travail : ces syndicalistes «réformistes» qui ont quand même battu le pavé

Amandine Cailhol, « Témoignages », Libération, le 31.03.2016

Moins visibles, plus discrets, quelques membres de l'Unsa, de la CFDT et de la CGC, organisations qui n'appelaient pas à manifester ce jeudi, étaient présents dans le cortège parisien. «Révolte», «indépendance d'esprit», «mode plus combatif»: ils s'expliquent.

Ils étaient entre 26 000 et 28 000 manifestants, selon les autorités (cinq fois plus selon les syndicats), à battre le pavé, jeudi, entre Place d'Italie et Nation, à Paris, à l'appel de la CGT, de FO, de Solidaires, de la FSU et des organisations de jeunesse.

Mais derrière les drapeaux rouges, violets, blancs ou ceux multicolores agités entre les parapluies, se cachaient aussi quelques logos orange, blancs ou bleus ciel, plus discrets. Ceux de la CFDT, de la CGC et de l'Unsa, trois syndicats dits «réformistes» qui n'appelaient pourtant pas à se mobiliser ce jour-là.

«Nous sommes pour la réforme, mais pas n'importe comment»

Michèle Ducret, secrétaire générale CFDT-Culture, accompagnée d'une douzaine de syndicalistes de sa branche.

«Nous avons choisi cette date bien avant tous les débats sur la loi travail, dans le cadre de notre mouvement intersyndical contre les suppressions d'emplois au sein du ministère de la Culture et dans les directions régionales des affaires culturelles. Finalement, nous avons décidé, avec nos syndiqués, de ne pas abandonner ce rendez-vous et de participer à la mobilisation contre la loi travail.

Pour autant, nous ne sommes pas pour le retrait du texte, mais on voudrait peser sur la représentation nationale, sur les députés et sénateurs, car nous avons peur que les évolutions que nous avons obtenues pour améliorer le texte soient remises en cause sous la pression du Medef. Et puis d'autres avancées restent à obtenir. De manière plus large, nous sommes pour la réforme, mais pas n'importe comment. Là, il n'y a pas eu de préparation, pas de concertation.»

«Notre présence aujourd'hui n'est pas du tout contre notre confédération, mais nous pensons qu'il est nécessaire de se mobiliser. Nous avons prévenu Laurent Berger [le secrétaire général de la CFDT, qui a qualifié la manifestation de «fourre-tout» ndlr], il n'était pas ravi. Mais c'est aussi cela la démocratie dans nos syndicats. C'est l'indépendance d'esprit!»

«En intersyndicale, nous avons plus de chance de peser»

Un délégué syndical CGC, parka, sifflet et casquette au couleur de son syndicat, venu avec sa fille et quelques militants de sa fédération.

«Je suis de la Fieci, la Fédération de l'informatique, du numérique et de la formation qui a appelé à manifester aujourd'hui [contrairement à la CGC dont elle fait partie]. Mais, en tant que simple citoyen, j'ai fait toutes les manif depuis le début du mois parce que je suis révolté par cette loi de régression sociale.

Ce qui m'inquiète tout particulièrement, c'est la place donnée à la négociation d'entreprise qui va devenir dominante, et le fait que les salariés ne seront plus protégés par le Code du travail.

Je suis négociateur dans ma société, et quand je vois qu'on a du mal à se faire entendre dans une boîte comme la mienne qui compte 9000 personnes, je me dis que dans les PME...

Le rapport de force entre salariés et employeurs sera forcément inégal. Ce n'est pas juste une réforme technique!»

«Notre présence aujourd'hui n'est pas mal vue par notre syndicat, car ce n'est pas contradictoire avec ce qu'a déclaré Carole Couvert [la présidente de la CGG, ndlr]: notre syndicat est majoritairement contre le contenu de la loi, mais il est davantage pour la négociation que pour la démonstration.

Cependant les ajustements à la marge, ne nous vont pas. Il y a 90% du texte à changer. Quant aux avancées, comme celle du compte personnel d'activité (CPA), elles sont embryonnaires. Pour que cela change, on va essayer d'influencer les parlementaires en manifestant devant l'assemblée. Mais je crois que, là, aujourd'hui, en intersyndicale, nous avons plus de chance de peser.»

«Si on enlève tout ce qui ne nous va pas dans le texte, il ne reste presque rien!»

Un responsable syndical Unsa de la RATP, entouré d'une vingtaine de syndicalistes de son syndicat, issus du secteur du commerce, de la banque et des transports.

«Tous les outils sont bons, mais la négociation peut aussi s'appuyer sur le rapport de force. La voie prioritaire qui a été choisie par l'Unsa est celle de la négociation et du lobbying auprès des députés.

A l'Unsa, on négocie d'abord, on frappe ensuite. Mais cela n'exclut pas la mobilisation et on peut très bien ne pas suivre Luc Bérille [le secrétaire général du syndicat, ndlr]. C'est cela un syndicat autonome! Et puis les secrétaires généraux ne sont pas des guides spirituels, ils expriment des positions collectives, voilà tout.»

«De notre côté, nous pensons que les évolutions apportées par le gouvernement au projet de loi sont très limitées, alors nous avons décidé de passer à un mode plus combatif. Pour autant, on ne veut pas parler de retrait, car cela prendrait une dimension trop politique. On veut rester dans le syndicalisme. Mais si on enlève tout ce qui ne nous va pas dans le texte, il ne reste presque rien! Dans les prochains jours, le débat va sûrement se déplacer sur le terrain politique. Le texte va se perdre dans les méandres de l'Assemblée nationale, puis il finira peut-être comme le projet sur la déchéance. D'autant qu'on approche des élections présidentielles...».